

DE BUENOS AIRES



N°08 – Du 17 au 23 février 2023

Zoom – En Argentine, le ministre Sergio Massa précise ses priorités

A l'occasion d'un entretien sur la chaîne américaine CNN en Español, Sergio Massa est revenu sur les principales priorités économiques de l'Argentine au cours des prochains mois, à savoir la poursuite de l'accumulation des réserves internationales et la réduction de l'inflation malgré un contexte difficile en raison de la multiplication des chocs adverses (sécheresse, conséquences de la guerre en Ukraine). Dans ses propos liminaires, le ministre a souligné la difficulté qu'il avait à ancrer les anticipations des acteurs économiques en raison des crises politique et économique. Pour lui, les vulnérabilités de l'économie argentine sont nombreuses, notamment l'inflation élevée, les prix relatifs en déséquilibres, les réserves nettes négatives et la détérioration marquée de la balance commerciale. Dans ce contexte, le ministre reconnaît que la conduite d'une politique économique graduelle, à travers des ajustements progressifs et un séquençage des mesures correctives, génère de nombreuses frustrations compte tenu des importantes attentes des entreprises et des ménages. Toutefois, le ministre affirme être résolu à prendre les mesures nécessaires même lorsqu'elles ne sont pas agréables, notamment la discipline budgétaire à travers une baisse des dépenses publiques, le respect des engagements internationaux, le choix des investissements publics ayant un impact réel, et pas juste se contenter d'une répartition discrétionnaire des ressources publiques aux différentes juridictions. Si les six premiers mois à la tête du ministère ont été consacrés à la stabilisation de l'économie argentine, Sergio Massa souhaite à présent relever les défis posés par la sécheresse. En effet pour le ministre, le manque de pluie menace l'accumulation des réserves internationales, la consolidation budgétaire et la baisse des prix, en particulier pour les produits alimentaires. En dépit de ces contraintes et de l'existence d'un système de commerce administré, Sergio Massa estime que les réserves internationales doivent être utilisées pour soutenir l'activité, en permettant aux entreprises d'importer des biens intermédiaires. Interrogé sur la multiplicité des taux de change, le ministre a expliqué qu'il s'agissait d'une dévaluation compétitive pour corriger les déséquilibres commerciaux d'autant que la guerre en Ukraine avait entraîné un alourdissement de la facture énergétique. Si son intention est de réduire à terme ces distorsions qui créent de l'arbitrage, Sergio Massa souhaite éviter une dévaluation brusque qui pèserait lourdement sur les entreprises et les ménages (selon le ministre, les différents taux de change influeraient sur 40% de la consommation). Sergio Massa compte surtout sur le développement du secteur énergétique pour réduire les pressions sur les réserves de change et accroître la capacité de l'Argentine à rembourser ses dettes, y compris celle vis-à-vis du FMI. Selon le ministre, à l'horizon 2025, l'Argentine passera d'importateur énergétique net (-7 Md USD) à exportateur net (+15 Md USD) grâce à la mise en route du gazoduc Nestor Kirchner qui permettra d'exporter les importantes réserves de gaz et pétrole non conventionnels. Sur le plan budgétaire, Sergio Massa espère que le Congrès avalisera l'accord sur les échanges d'informations fiscales avec les Etats-Unis afin d'encourager la régulation auprès de l'administration fiscale des capitaux non déclarés. Concernant l'inflation, le ministre souligne les effets négatifs du financement monétaire de l'Etat et de la sécheresse. Plus largement, Sergio Massa considère que l'Argentine n'a plus de monnaie depuis une soixantaine d'années. Pour abaisser l'importante liquidité en pesos déconnectée des fondamentaux économiques, le ministre promet des mesures pour stabiliser les taux de change financiers (MEP, CCL) et stériliser l'excédent de pesos tout en réduisant la quantité des titres Leliqs. Pour les économistes, la Banque centrale pourrait racheter une partie des Leliqs détenus par les établissements bancaires pour permettre à ces derniers d'acheter des obligations souveraines permettant ainsi à l'Etat de se financer sur le marché domestique.

LE CHIFFRE À RETENIR

15

Excédent de la balance
énergétique attendu pour
2025 (en Md USD)

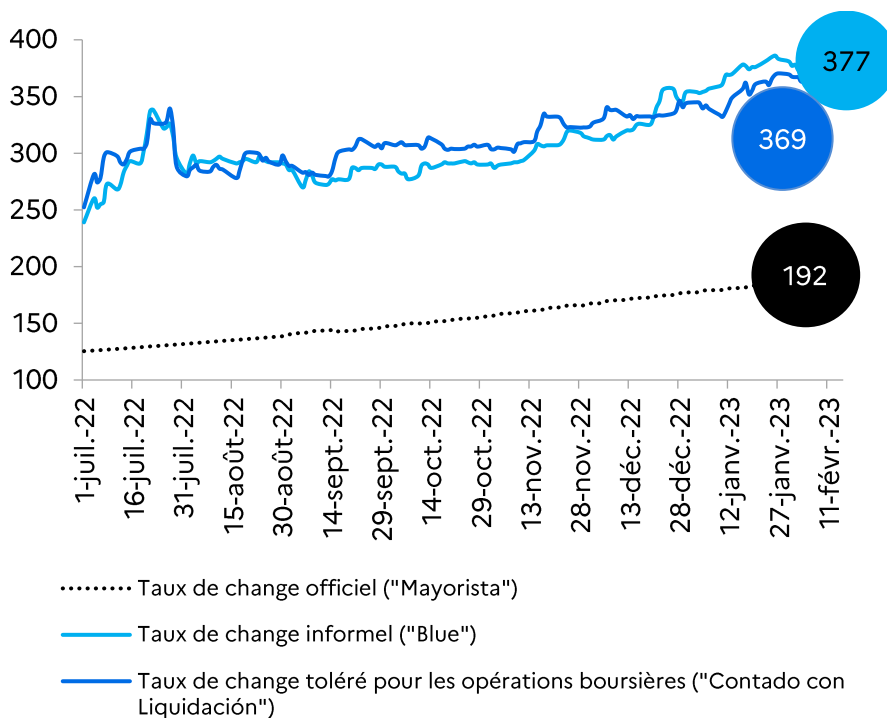
Principaux indicateurs macroéconomiques

		Argentine	Chili	Paraguay	Uruguay
Derniers chiffres annuels					
Croissance du PIB réel	2021	10,4%	11,7%	4,2%	4,4%
Inflation (fin de période)	2022	94,8%	12,8%	8,1%	8,3%
Solde budgétaire (% du PIB)	2021	-4,3%	-7,7%	-3,7%	-4,2%
Dettes publique (% du PIB)	2021	80,9%	36,3%	33,8%	73,3%
Solde courant (% du PIB)	2021	1,4%	-6,7%	0,8%	-1,8%
Dettes extérieure (% du PIB)	2021	58,3%	84,4%	49,9%	77,1%
Prévisions et anticipations					
Croissance du PIB réel - FMI	2022	4,6%	2,7%	0,2%	5,3%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2022	5,3%	2,5%	0,2%	5,4%
Croissance du PIB réel - FMI	2023	2,0%	-1,5%	4,5%	3,6%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2023	0,5%	-1,5%	4,5%	2,5%
Inflation (fin de période) - Agents économiques	2023	97,6%	5,0%	5,0%	7,1%
Pour mémoire					
PIB nominal (Mds USD)	2021	486,7	316,8	38,8	59,3
Population (millions)	2021	46,0	19,8	7,5	3,6

Sources : FMI, Instituts statistiques nationaux, Banques centrales nationales, SER Buenos Aires

Graphique de la semaine

Evolution des différents taux de change (officiel, financier et informel)



Sources : Banque centrale, Ámbito Financiero, SER Buenos Aires

ARGENTINE

La grippe aviaire arrive en Argentine

Le secteur agricole argentin cumule les difficultés : à la sécheresse, dont les effets sont renforcés par sa durée (3 ans) et qui affecte les cultures et désormais l'élevage, s'ajoute depuis mercredi 15 février l'apparition de cas de grippe aviaire sur le territoire national.

Dès le premier cas infectieux détecté dans la province de Jujuy, près de la frontière avec la Bolivie, sur un oiseau sauvage, le SENASA (pour Servicio Nacional de Sanidad y Calidad Agroalimentaria, autorité sanitaire et phytosanitaire argentine qui dépend du ministère de l'agriculture, aujourd'hui sous la houlette du ministre de l'économie, Sergio Massa) a décrété l'état d'urgence sanitaire. A ce jour, 11 cas de grippe aviaire H5 ont été confirmés par le SENASA (6 dans la province de Cordoba, 1 dans celle de Buenos Aires, 1 à Jujuy, 1 à Neuquén, 1 à Salta et 1 à Santa Fe) pour une centaine de cas suspects rapportés.

Les premières mesures visent à délimiter des zones de vigilance de 3 km autour des animaux détectés, étendues à 7 km supplémentaires si un élevage commercial se trouve à proximité. Le SENASA a mis en place un contrôle des mouvements et des actions de désinfection, avec ratissage des zones où les cas ont été détectés et renforcement des contrôles aux frontières notamment avec le Chili, la Bolivie et l'Uruguay également concernés par l'épizootie. Le 21 février, ont également été interdits la distribution, la vente, le transport et les "rassemblements" d'oiseaux vivants (expositions, foires, activités récréatives). Des abattages

sanitaires ont été réalisés dans les basse-cours concernées. En outre, le SENASA va bénéficier d'une dotation exceptionnelle de 909 MARS (soit environ 4,5 MUSD) pour répondre aux besoins supplémentaires (personnel, logistique et équipements) et mettre en place les mesures nécessaires pour limiter la dissémination. L'objectif est de préserver le commerce de volailles en protégeant le statut sanitaire du pays au regard des normes de l'OIE (organisation mondiale de la santé animale).

Les cas se limitent aujourd'hui aux oiseaux sauvages et aux animaux de basse-cours (élevage vivrier par opposition aux élevages commerciaux), ce qui fait dire aux autorités argentines que le statut sanitaire du pays n'a pas été modifié et que les flux d'exportation ne sont pas impactés. L'enjeu n'est pas neutre pour une Argentine qui peine à reconstituer son stock de devises : le complexe avicole a exporté un montant 189 MUSD au premier semestre 2022 (+20,4% sur un an) et 340 MUSD en 2021. Les principaux clients de l'Argentine sont la Chine, l'Arabie Saoudite, le Chili, l'Afrique du Sud, Singapour et le Brésil. En particulier, l'industrie de l'œuf, qui s'est développée ces dernières années grâce à sa compétitivité prix, bénéficiant de l'absence de taxe à l'exportation, est inquiète pour ces principaux marchés que sont le Japon, le Danemark et la Russie. Le Japon (premier client pour les exportations d'œufs) aurait d'ores et déjà suspendu les importations de produits aviaires en provenance d'Argentine sur son territoire. Le SENASA a contesté cette décision devant le conseil avicole du Japon.

Après un creux durant la pandémie, le tourisme redevient un secteur



dynamique, stratégique et porteur pour l'économie argentine

Après l'effondrement de l'activité touristique durant la pandémie, le tourisme en Argentine est en pleine expansion, porté à la fois par le dynamisme des visiteurs nationaux et étrangers. Depuis le point bas en avril 2020, au moment de l'arrêt brutal de l'activité touristique, le secteur expérimente une reprise soutenue à la faveur des déplacements à l'intérieur du pays des résidents (+5,4% sur un an, en 2022) et de l'arrivée massive des visiteurs internationaux (+169,9% sur un an).

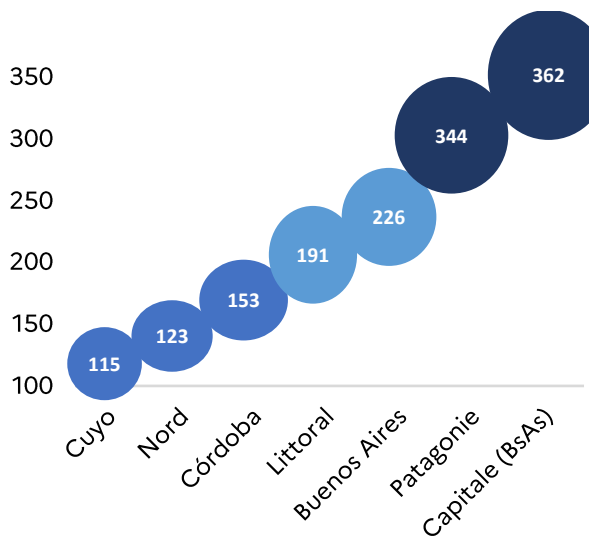
Au cours de l'année, le tourisme international se caractérise par sa régionalisation, la majorité des visiteurs étant issu de pays frontaliers, notamment le Chili (17,0%), le Brésil (15,3%) et l'Uruguay (14,0%). Ce regain de la demande met le secteur sous pression, en raison d'une offre inélastique. Au cours du week-end de carnaval, le taux d'occupation des hôtels à l'échelle nationale avoisinait 90%.

La relance du secteur touristique a été impulsée par les mesures de soutien prises par les autorités argentines, en particulier le programme de voyage Previaje. En partenariat avec la Banque publique de la Nation (Banco Nación), l'administration Alberto Fernández a, depuis 2020, mis en place le programme Previaje visant à soutenir les voyages à l'intérieur du pays. En 2022, la troisième édition de ce programme proposait de rembourser la moitié des frais liés au voyage des résidents durant la basse saison. Selon le ministre du Tourisme Matías Lammens, ce programme particulièrement efficace pour relancer le tourisme national, au risque de créer de la surchauffe, aurait un impact budgétaire limité puisque sur 100

pesos injectés, 83 reviendraient à l'Etat sous la forme de collectes fiscales supplémentaires. Dans cette perspective, le gouvernement prévoit une nouvelle édition du programme (Previaje 4) à partir de mars 2023, malgré l'excellente tenue du secteur touristique.

Du fait de son caractère systémique, la croissance de ce secteur profite largement à l'économie argentine. Le développement du tourisme est l'un des moteurs de l'économie argentine, en termes d'emplois et de recettes fiscales. A ce titre, le taux d'emploi dans les secteurs de l'hôtellerie et de la restauration enregistre une hausse significative au 3^e trimestre de 2022 (+14% sur un an). Bien que les dépenses touristiques bénéficient avant tout au secteur de la restauration (29,8%) et de l'hôtellerie (22,0%), ces activités génèrent des externalités positives notamment dans le secteur de la construction. A cet égard, le volume de chambres disponibles a augmenté de 12,8% sur un an, en novembre 2022. Enfin, les activités touristiques permettent une montée en gamme des infrastructures puisque l'Argentine attire essentiellement des touristes étrangers aisés, comme l'illustre le taux d'occupation des hôtels 4 et 5 étoiles (67,3% en novembre 2022), plus élevé que celui des hôtels (51,3%).

Voyageurs par province en décembre 2022 (en millier)



Sources : Indec, SER Buenos Aires

CHILI

La Coeva rejette le projet de traitement des déchets industriels du Groupe Séché, malgré l'avis favorable du service d'évaluation environnemental (SEA)

Après sept ans de procédure, la commission d'évaluation environnementale (Coeva) de la région métropolitaine de Santiago a rejeté lundi 13 février, le projet de création d'un centre intégral de gestion des déchets industriels (Cigri) de l'entreprise Ciclo SA, filiale du groupe français de services environnementaux Séché. Ce projet de traitement des déchets, représentant un investissement de 85 MUSD, permettrait de valoriser les résidus industriels et de neutraliser leur dangerosité, et devait être situé au nord de Santiago, à Tiltil.

En dépit de l'avis favorable émis par le service d'évaluation environnemental (SEA), composé d'experts techniques, la Coeva a rejeté le projet due Séché par 7 voix contre 5. La déléguée présidentielle Constanza Martínez et les représentants régionaux (seremis) des ministères de la Santé, de l'Environnement, des Mines et de l'Agriculture ont voté contre le projet (vote par procuration également négatif des représentants de l'Économie et de l'Énergie).

Le représentant du ministère de la Santé a justifié son refus par l'absence d'analyse sur l'impact sanitaire. Or, cette étude sanitaire, ne fait pas partie des documents à fournir dans le cadre de la procédure ordinaire d'évaluation environnementale. De son côté, le représentant du ministère de l'Agriculture a motivé son rejet par l'injustice sociale et territoriale pour la commune de Tiltil, contrainte d'accueillir une nouvelle usine de traitement de déchets. A l'inverse, les ministères du Développement social et de l'Urbanisme avaient émis un avis favorable sur le projet.

S'appuyant sur l'avis favorable du SEA mentionnant l'absence d'incidences notables potentielles du projet sur l'environnement, le groupe Séché a exprimé sa surprise face au rejet de son projet et compte demander un recours en annulation.

Cette situation fait écho au cas Fundamenta, un projet immobilier à Ñuñoa qui avait aussi été rejeté par le Coeva en 2022 en dépit de l'avis favorable du SEA. Les observateurs économiques craignent que ces décisions de la Coeva n'augmentent l'incertitude sur les investissements et ne discréditent le processus d'évaluation environnementale. Cet avis est partagé par l'ancienne



présidente du Sénat Ximena Rincón qui a publiquement demandé les raisons de ce rejet. Le maire de Tiltil, farouchement opposé au projet a en revanche célébré cette décision.

Reste à savoir comment la région métropolitaine traitera ses déchets: les centres de traitement sont actuellement au maximum de leur capacité alors que seulement 22% des déchets sont valorisés ou recyclés au Chili.

Les revenus fiscaux exceptionnels du lithium au Chili viennent concurrencer ceux du cuivre et contribuent à l'excédent budgétaire en 2022

Début février, le conseil fiscal autonome (CFA) chilien a annoncé une forte progression des revenus fiscaux issus du lithium, désormais à 5,0 Md USD en 2022, soit 1,6% du PIB et 6,4% des recettes budgétaires.

Cette progression marquée des recettes fiscales s'explique en premier lieu par les revenus locatifs perçus par l'entreprise publique CORFO (+503%), versés par les concessionnaires de lithium SQM et Albemarle. Les recettes fiscales issues du lithium dépassent désormais celles en provenance des grandes entreprises de cuivre privées (4,5 Md USD, 5,8% des recettes, +27,3% sur un an) et publique, à savoir Codelco (2,2 Md USD, 2,9%, -60% sur un an).

Cette tendance haussière se retrouve aussi dans les exportations de lithium (en équivalent carbonate de lithium Li_2CO_3) qui affiche une hausse spectaculaire de 777% durant l'année, selon le sous-secrétariat aux relations économiques internationales

(Subrei). Ces bons chiffres s'expliquent par le doublement de la production depuis 2015 et l'envolée du cours du lithium (+300% depuis 2020), ce qui en fait le deuxième produit d'exportation après le cuivre, avec 7,8 Md USD soit 8% des ventes chiliennes à l'étranger.

Face au risque que ces hausses ne soient que conjoncturelles, le conseil fiscal suggère au gouvernement d'orienter cette manne exceptionnelle vers l'épargne ou le désendettement. En effet, ces revenus plus élevés que prévus couplés à la baisse de 23,1% des dépenses publiques ont permis au Chili de dégager un excédent budgétaire (+1,1% du PIB en 2022) pour la première fois depuis 2012. Le conseil fiscal recommande aussi de comptabiliser, dans l'avenir, de manière séparée et désagrégée les revenus liés au lithium afin de mieux évaluer leurs composantes permanente et transitoire.

PARAGUAY

Le Groupe français Oberthur Fiduciaire SAS est chargé de concevoir et fournir des matériaux pour la production des nouveaux billets

La Banque centrale paraguayenne (BCP) a octroyé au Groupe français Oberthur Fiduciaire, spécialisé dans l'impression de documents sécurisés et de billets de banque, le contrat pour le service de conception et la fourniture des matériaux pour la production de nouveaux billets.

Selon la presse qui cite la direction nationale des marchés publics, le prix proposé par Oberthur Fiduciaire serait de 2,1 Md PYG (environ 285.000 USD), soit un niveau



nettement plus compétitif que ceux présentés par les autres entreprises concurrentes, dont Crane Ab, De La Rue International Ltd et Koenig & Bauer Banknote Solutions SA (entre environ 340.000 USD et 560.000 USD).

L'objectif de ce contrat est d'améliorer les éléments de sécurité et d'homogénéiser les billets de banque paraguayens, dont la dernière modification date des années 1960. Le renouvellement des billets a été annoncé par le président de la Banque centrale, José Cantero. La nouvelle série du guaraní devrait être mise en circulation à partir d'octobre 2023 à l'occasion du 80^e anniversaire de la création de la devise paraguayenne.

URUGUAY

La signature du Trésor uruguayen rassure les investisseurs

Les marchés financiers ont montré, début février, un engouement marqué pour les bons du Trésor uruguayens. En effet, la demande des investisseurs institutionnels pour les séries de titres publics a représenté 2,5 fois le montant mis en adjudication (l'équivalent à 899 MUSD en valeur nominale). Dans les titres en pesos proposés, se trouvent ceux indexés sur les salaires nominaux via l'indice UP (592 MUSD), ceux indexés sur l'inflation via l'indice UI (environ 200 MUSD) et ceux ayant un taux fixe de 10,4% (106 MUSD), avec des échéances comprises entre 2024 – pour celui ayant un taux fixe – et 2047 pour ceux qui sont indexés sur l'indice UP.

Parmi les principaux acheteurs, se trouvent les établissements bancaires tel que BBVA

Uruguay et BROU (Banco de la República Oriental del Uruguay).

Pour les autorités uruguayennes, cette opération vise à réduire la part de la dette libellée en devises (principalement en dollar américain) et à approfondir le marché financier domestique. A cet égard, la hausse des liquidités en pesos facilite l'acquisition des titres émis par le Trésor.

En outre, les perspectives économiques, bien que modérées, favorisent l'investissement sur des titres publics uruguayens à échéance longue. A ce propos, la Banque centrale prévoit une croissance à 2,5% en 2023 versus 4,5% en 2022, en ligne avec la croissance potentielle du PIB uruguayen. En parallèle, les autorités monétaires envisagent une forte appréciation du peso vis-à-vis de la devise américaine (+20,3% à horizon 2025).

Enfin, le resserrement des politiques budgétaire et monétaire renforce la confiance des investisseurs envers les titres souverains uruguayens. Compte tenu de la volonté de l'administration Lacalle Pou de mener une consolidation budgétaire, présentée comme l'une de ses priorités, le déficit pourrait tomber à 2,6% du PIB en 2023, contre 3,1% du PIB en 2022 selon le gouvernement uruguayen. Cette trajectoire baissière s'accompagne déjà d'une réduction de l'endettement public, qui est passé d'un pic à 61,5% du PIB en 2020 à 57,3% du PIB en 2022. Ces améliorations diminueraient mécaniquement le risque de défaut sur les titres souverains.



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Jean-François Michel,
Chef du Service Économique Régional de Buenos Aires

Rédacteurs : SER de Buenos Aires, SE de Santiago

Pour s'abonner :
Twitter :

samuel.adjutor@dgtresor.gouv.fr
[@Tresor_ConoSud](https://twitter.com/Tresor_ConoSud)